



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2026-020

Envoyé en préfecture le 23/03/2026

Reçu en préfecture le 23/03/2026

Publié le 23/03/2026

ID : 007-210703468-20260321-DEL2026\_020SG-DE



### Séance publique du 21 mars 2026

Le 21 mars 2026 à 10 heures, le Conseil Municipal de VIVIERS s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Martine MATTEI Maire.

#### Nombre de Conseillers

##### Municipaux :

- en exercice : 27

- présents à la séance : 26

##### Date de l'envoi et de

##### l'affichage de la

convocation : 17.03.26

**Étaient présents :** Mme MATTEI Martine – M. HAUSHERR François – Mme RIFFARD-VOILQUE Martine - M. BERMENT Philippe – Mme COMBIER Marie-Christine – M. VANHEEGHE Laurent – Mme LARMANDE Véronique – M. CHEBOUKI Mouloud - Mme LAFONT Agnès – M. NEU Jean-Christophe – Mme FAURE-ALLIRAND Estelle – M. BAYLE Corentin – Mme ROUX Muriel – M. AUDIGIER Kévin - Mme BOUGUERRA Nadia - M. SERRE Claude – Mme CHABAL Marilène - M. JARNIAC Valentin – Mme CLAUDEL Jacqueline – M. RE Alain – Mme SAVIO Virginie - M. HALLYNCK Dominique – Mme STEL Julie - M. MURCIA Antoine – M. GUILLERM Stéphane – Mme SABADEL Laurence

#### Procuration :

- Mme IMBERT Patricia à M. MURCIA Antoine

**Secrétaire de séance :** Mme FAURE-ALLIRAND Estelle

### **OBJET : ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DÉLÉGUÉES à MADAME LE MAIRE**

**Rapporteur :** Madame Martine RIFFARD-VOILQUE

*Madame Martine RIFFARD-VOILQUE, 1<sup>er</sup> Adjointe, explique à l'assemblée que dans le but de simplifier et d'accélérer la gestion des affaires communales, le conseil municipal peut déléguer au Maire un certain nombre d'attributions conformément aux dispositions de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

*De plus, il est précisé qu'en vertu de l'article L 2122-23 du même Code, Madame le Maire devra rendre compte, au moins une fois par trimestre lors d'une séance du conseil municipal, des délégations prises dans le cadre de ses attributions.*

*Madame Martine RIFFARD-VOILQUE expose à l'assemblée qu'il convient de définir les attributions du conseil municipal susceptibles d'être déléguées à Madame le Maire en qualité d'exécutif du conseil municipal pour la durée de son mandat, comme suit :*

*En vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame le Maire, par délégation du conseil municipal, peut être chargé pour la durée de son mandat :*

*1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;*

*2° De fixer, et de modifier les tarifs existants, dans la limite d'une variation à la hausse de 20 %, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;*

*3° De procéder à la réalisation des emprunts dans la limite de 2 000 000 € destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;*

- 4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres pour un montant inférieur à deux cent seize mille euros hors taxes (216 000 € HT) ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article [L. 211-2](#) ou au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code dans la limite de 300 000 € ;
- 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal : le conseil municipal autorise Madame le Maire, de façon générale et permanente, à effectuer tous les actes de procédures, en demande comme en défense, devant toutes les juridictions, qu'elles soient d'ordre administratif, pénal, judiciaire. Le conseil municipal autorise Madame le Maire à se constituer partie civile devant toute juridiction, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ;
- 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux à hauteur de 10 000 € par sinistre ;
- 18° De donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article [L. 332-11-2](#) du même code, dans sa rédaction antérieure à la [loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014](#), précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal, à savoir 1 000 000 € ;
- 21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article [L. 214-1-1](#) du code de l'urbanisme, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article [L. 214-1](#) du même code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans la limite de 200 000 € ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

26° De demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions ;

27° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

→ **APPROUVE** les attributions déléguées à Madame le Maire proposées ci-dessus,

→ **VOTE** 21 voix pour et 6 voix contre : Dominique HALLYNCK, Julie STEL, Antoine MURCIA, Patricia IMBERT, Stéphane GUILLERM et Laurence SABADEL.

Délibéré le 21 mars 2026

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal

Le Secrétaire de Séance

Estelle FAURE-ALLIRAND

Martine MATTEI

Maire de Viviers



Envoyé en préfecture le 23/03/2026

Reçu en préfecture le 23/03/2026

Publié le



ID : 007-210703468-20260321-DEL2026\_020SG-DE